

BUNDESGESETZBLATT

FÜR DIE REPUBLIK ÖSTERREICH

Jahrgang 1996

Ausgegeben am 5. November 1996

193. Stück

- 603. Kundmachung:** Geltungsbereich des Übereinkommens über die Anerkennung und Vollstreckung ausländischer Schiedssprüche
- 604. Kundmachung:** Geltungsbereich des Statuts der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht
- 605. Kundmachung:** Geltungsbereich des Zweiten Zusatzprotokolls zum Europäischen Auslieferungsübereinkommen
- 606. Multilaterale Vereinbarung M 45 nach Rn. 2010 des ADR über die Beförderung des Produktes Dialox, UN-NR 3149**
- 607. Protokoll 1990 betreffend die Änderung des Übereinkommens über den Internationalen Eisenbahnverkehr (COTIF)**
(NR: GP XVIII RV 238 VV S. 48. BR: AB 4177 S. 547.)
-

603. Kundmachung des Bundeskanzlers betreffend den Geltungsbereich des Übereinkommens über die Anerkennung und Vollstreckung ausländischer Schiedssprüche

Nach Mitteilung des Generalsekretärs der Vereinten Nationen hat Brunei Darussalam am 25. Juli 1996 seine Beitrittsurkunde zum Übereinkommen über die Anerkennung und Vollstreckung ausländischer Schiedssprüche (BGBl. Nr. 200/1961, letzte Kundmachung des Geltungsbereichs BGBl. Nr. 521/1996) hinterlegt.

Anlässlich der Hinterlegung der Beitrittsurkunde hat Brunei Darussalam erklärt, daß es das Übereinkommen auf der Grundlage der Gegenseitigkeit nur auf die Anerkennung und Vollstreckung von Schiedssprüchen, die auf dem Hoheitsgebiet eines anderen Vertragsstaates ergangen sind, anwenden werde.

Vranitzky

604. Kundmachung des Bundeskanzlers betreffend den Geltungsbereich des Statuts der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht

Nach Mitteilung der Niederländischen Regierung hat Monaco am 8. August 1996 seine Annahmearkunde zum Statut der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht (BGBl. Nr. 21/1967, letzte Kundmachung des Geltungsbereichs BGBl. Nr. 840/1995) hinterlegt.

Vranitzky

605. Kundmachung des Bundeskanzlers betreffend den Geltungsbereich des Zweiten Zusatzprotokolls zum Europäischen Auslieferungsübereinkommen

Nach Mitteilung des Generalsekretärs des Europarats hat die Slowakei am 23. September 1996 ihre Ratifikationsurkunde zum Zweiten Zusatzprotokoll zum Europäischen Auslieferungsübereinkommen (BGBl. Nr. 297/1983, letzte Kundmachung des Geltungsbereichs BGBl. Nr. 562/1995) hinterlegt.

Vranitzky

606.**Accord Multilatéral M45 aux termes du marginal 2010 de l'ADR relatif au transport du produit Dialox, numéro ONU 3149**

(1) Par dérogation aux prescriptions du marginal 2500 (1) de l'annexe A de l'ADR, le produit Dialox (solution aqueuse contenant 7% de peroxyde d'hydrogène et 0,35% acide peroxyacétique, stabilisé) du numéro ONU 3149, classe 5.1, 1^o b) est exonéré des prescriptions de l'ADR.

(2) En sus des indications prescrites par l'ADR, l'expéditeur devra porter dans le document de transport les mentions suivantes:

«Ne constitue pas une matière de la classe 5.1» et «Transport convenu aux termes du marginal 2010 de l'ADR (M45)».

(3) Le présent accord s'applique jusqu'au 1er juillet 2001 aux transports effectués sur les territoires des parties contractantes de l'ADR ayant signé cet accord. Au cas où il serait révoqué auparavant par un des signataires, il ne restera applicable, jusqu'à la date susmentionnée, que pour les transports effectués sur les territoires des parties contractantes de l'ADR ayant signé ce accord et ne l'ayant pas révoqué.

Bonn, le 31 août 1996

(Übersetzung)

Multilaterale Vereinbarung M45 nach Rn. 2010 des ADR über die Beförderung des Produktes Dialox, UN-Nr. 3149

(1) Abweichend von den Vorschriften der Anlage A des ADR, Rn. 2500, Abs. 1 wird das Produkt Dialox (wäßrige Lösung bestehend aus 7% Wasserstoffperoxid und 0,35 % Peressigsäure stabilisiert) der UN-Nr. 3149, Klasse 5.1 Ziff. 1 b) von den Vorschriften des ADR freigestellt.

(2) Im Beförderungspapier hat der Absender zusätzlich zu den sonstigen nach dem ADR vorgeschriebenen Angaben zu vermerken:

„Kein Gut der Klasse 5.1“ und „Beförderung vereinbart nach Rn. 2010 des ADR (M45).“

(3) Diese Vereinbarung gilt bis zum 1. Juli 2001 für Beförderungen in den Hoheitsgebieten der ADR-Vertragsparteien, die diese Vereinbarung unterzeichnet haben. Wird sie vorher von einem der Unterzeichner widerrufen, gilt sie in diesem Fall bis zum vorgenannten Zeitpunkt nur noch für Beförderungen in den Hoheitsgebieten der ADR-Vertragsparteien, die diese Vereinbarung unterzeichnet und nicht widerrufen haben.

Bonn, am 31. August 1996

Die Vereinbarung wurde von Deutschland am 31. August 1996 und von Österreich am 25. September 1996 unterzeichnet.

Vranitzky

607.

Der Nationalrat hat beschlossen:

Der Abschluß des nachstehenden Staatsvertrages wird genehmigt.

PROTOCOLE 1990**PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION RELATIVE AUX TRANSPORTS INTERNATIONAUX FERROVIAIRES (COTIF) du 9 mai 1980**

En application des articles 6 et 19, § 2 de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF), signée à Berne, le 9 mai 1980, la deuxième Assemblée générale de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF) s'est tenue à Berne du 17 au 20 décembre 1990.

Considérant la nécessité d'amender les dispositions de la COTIF pour les adapter aux besoins nouveaux de la communauté internationale et des transports internationaux ferroviaires,

les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit:

MODIFICATIONS DÉCIDÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article I**Modifications relatives à la convention proprement dite****1. Article 2 COTIF**

Compléter le texte du § 2 par un nouvel alinéa 2 de la teneur suivante:

« Sont assimilés aux transports effectués sur une ligne, au sens de l'alinéa précédent, les autres transports internes, effectués sous la responsabilité du chemin de fer, en complément du transport ferroviaire. »

2. Article 3 COTIF

Modifier le texte du § 2 comme suit:

« § 2. Les lignes visées à l'article 2, § 1, et § 2, alinéa premier, sur lesquelles . . . ».

Préciser l'alinéa premier du § 3 de la manière suivante:

« § 3. Les entreprises dont relèvent les lignes visées à l'article 2, § 2, alinéa premier, inscrites sur . . . ».

3. Article 4 COTIF

Compléter le texte comme suit:

« Dans les textes ci-après, l'expression « Convention » couvre la Convention proprement dite, le Protocole visé à l'article premier, § 2, alinéa 2, le Mandat additionnel pour la vérification des comptes et les appendices A et B, y compris leurs Annexes, visés à l'article 3, §§ 1 et 4. »

4. Article 7 COTIF

Modifier le texte du § 1, alinéa premier comme suit:

« § 1. Le Comité administratif se compose des représentants de douze Etats membres. »

Supprimer dans la première phrase de l'alinéa 2 du § 1, les mots:

« . . . et assume la présidence du Comité »

compléter le texte du § 2, lettre a) comme suit:

a) établit son règlement intérieur et désigne à la majorité des deux tiers l'Etat membre qui en assume la présidence pour chaque période quinquennale; »

Compléter le texte du § 2, lettre d) par un nouvel alinéa 2 de la teneur suivante:

« le directeur général et le vice-directeur général sont nommés pour une période de cinq ans, renouvelable; »

5. Article 11 COTIF

Remplacer le texte du § 7 par ce qui suit:

« § 7. La vérification des comptes est effectuée par le Gouvernement suisse, selon les règles fixées dans le mandat additionnel annexé à la Convention proprement dite et, sous réserve de toutes directives spéciales du Comité administratif, en conformité avec les dispositions du Règlement financier et comptable de l'Organisation. »

6. Article 19 COTIF

Compléter le texte du § 3 par une nouvelle lettre a) de la teneur suivante:

« a) Mandat additionnel pour la vérification des comptes; »

Les lettres a) et b) deviennent respectivement les lettres b) et c).

Après le Protocole sur les privilèges et immunités de l'OTIF, est insérée l'Annexe suivante:

« Mandat additionnel

pour la vérification des comptes

1. Le Vérificateur vérifie les comptes de l'Organisation, y compris tous les fonds fiduciaires et comptes spéciaux, comme il le juge nécessaire pour s'assurer:

- a) que les états financiers sont conformes aux livres et écritures de l'Organisation;
- b) que les opérations financières dont les états rendent compte ont été menées en conformité avec les règles et les règlements, les dispositions budgétaires et les autres directives de l'Organisation;
- c) que les valeurs et le numéraire déposés en banque ou en caisse ont été soit vérifiés grâce à des certificats directement reçus des dépositaires de l'Organisation, soit effectivement comptés;
- d) que les contrôles intérieurs, y compris la vérification intérieure des comptes, sont adéquats;
- e) que tous les éléments de l'actif et du passif ainsi que tous les excédents et déficits ont été comptabilisés selon des procédures qu'il juge satisfaisantes.

2. Le Vérificateur est seul compétent pour accepter en tout ou en partie les attestations et justifications fournies par le directeur général. S'il le juge opportun, il peut procéder à l'examen et à la vérification détaillée de toute pièce comptable relative soit aux opérations financières, soit aux fournitures et au matériel.

3. Le Vérificateur a librement accès, à tout moment, à tous les livres, écritures, documents comptables et autres informations dont il estime avoir besoin.

4. Le Vérificateur n'est pas compétent pour rejeter telle ou telle rubrique des comptes, mais il attire immédiatement l'attention du directeur général sur toute opération dont la régularité ou l'opportunité lui paraît discutable, pour que ce dernier prenne les mesures voulues.

5. Le Vérificateur présente et signe une attestation sur les états financiers dans les termes suivants: « J'ai examiné les états financiers de l'Organisation pour l'exercice financier qui s'est terminé le 31 décembre . . . Mon examen a comporté une analyse générale des méthodes comptables et le contrôle des pièces comptables et d'autres justificatifs qui m'a paru nécessaire dans la circonstance. » Cette attestation indique, selon le cas, que:

- a) les états financiers reflètent de façon satisfaisante la situation financière à la date d'expiration de la période considérée ainsi que les résultats des opérations menées durant la période qui s'est achevée à cette date;
- b) les états financiers ont été établis conformément aux principes comptables mentionnés;
- c) les principes financiers ont été appliqués selon des modalités qui concordaient avec celles adoptées pendant l'exercice financier précédent;
- d) les opérations financières ont été menées en conformité avec les règles et les règlements, les dispositions budgétaires et les autres directives de l'Organisation.

6. Dans son rapport sur les opérations financières, le Vérificateur mentionne:

- a) la nature et l'étendue de la vérification à laquelle il a procédé;
- b) les éléments qui ont un lien avec le caractère complet ou l'exactitude des comptes, y compris le cas échéant:
 - 1° les informations nécessaires à l'interprétation et à l'appréciation correctes des comptes;
 - 2° toute somme qui aurait dû être perçue mais qui n'a pas été passée en compte;
 - 3° toute somme qui a fait l'objet d'un engagement de dépense régulier ou conditionnel et qui n'a pas été comptabilisée ou dont il n'a pas été tenu compte dans les états financiers;
 - 4° les dépenses à l'appui desquelles il n'est pas produit de pièces justificatives suffisantes;
 - 5° le point de savoir s'il est tenu des livres de comptes en bonne et due forme. Il y a lieu de relever les cas où la présentation matérielle des états financiers s'écarte des principes comptables généralement reconnus et constamment appliqués;
- c) les autres questions sur lesquelles il y a lieu d'appeler l'attention du Comité administratif, par exemple:
 - 1° les cas de fraude ou de présomption de fraude,
 - 2° le gaspillage ou l'utilisation irrégulière de fonds ou d'autres avoirs de l'Organisation (quand bien même les comptes relatifs à l'opération effectuée seraient en règle);
 - 3° les dépenses risquant d'entraîner ultérieurement des frais considérables pour l'Organisation;
 - 4° tout vice, général ou particulier, du système de contrôle des recettes et des dépenses ou des fournitures et du matériel;
 - 5° les dépenses non conformes aux intentions du Comité administratif, compte tenu des virements dûment autorisés à l'intérieur du budget;
 - 6° les dépassements de crédits, compte tenu des modifications résultant de virements dûment autorisés à l'intérieur du budget;
 - 7° les dépenses non conformes aux autorisations qui les régissent;

- d) l'exactitude ou l'inexactitude des comptes relatifs aux fournitures et au matériel, établie d'après l'inventaire et l'examen des livres.

En outre, le rapport peut faire état d'opérations qui ont été comptabilisées au cours d'un exercice antérieur et au sujet desquelles de nouvelles informations ont été obtenus ou d'opérations qui doivent être faites au cours d'un exercice ultérieur et au sujet desquelles il semble souhaitable d'informer le Comité administratif par avance.

7. Le Vérificateur ne doit en aucun cas faire figurer de critiques dans son rapport sans donner préalablement au directeur général une possibilité adéquate de s'expliquer.

8. Le Vérificateur communique au Comité administratif et au directeur général les constatations faites en raison de la vérification. Il peut, en outre, présenter tout commentaire qu'il juge approprié au sujet du rapport financier du directeur général.

9. Dans la mesure où le Vérificateur a procédé à une vérification sommaire ou n'a pu obtenir de justifications suffisantes, il doit le mentionner dans son attestation et son rapport, en précisant les raisons de ses observations ainsi que les conséquences qui en résultent pour la situation financière et les opérations financières comptabilisées. »

Article II

Modifications relatives aux Règles uniformes CIV

1. Article premier CIV

Modifier le texte du § 1 comme suit:

« § 1. Sous réserve des exceptions prévues aux articles 2, 3 et 33, les Règles uniformes s'appliquent à tous les transports de voyageurs et de bagages y compris de véhicules automobiles, effectués avec des titres de transport internationaux établis pour un parcours empruntant les territoires d'au moins deux Etats et comprenant exclusivement des lignes inscrites sur la liste prévue aux articles 3 et 10 de la Convention, ainsi que le cas échéant, aux transports assimilés conformément à l'article 2, § 2, alinéa 2 de la Convention. »

Les Règles uniformes s'appliquent également, en ce qui concerne la responsabilité du chemin de fer en cas de mort et de blessures de voyageurs, aux personnes qui accompagnent un envoi dont le transport est effectué conformément aux Règles uniformes concernant le contrat de transport international ferroviaire des marchandises (CIM). »

2. Article 14 CIV

Compléter le texte du § 1 par la phrase suivante:

« § 1. . . . Pour le transport des véhicules automobiles, le chemin de fer peut prévoir que les voyageurs demeurent dans le véhicule automobile durant le transport. »

3. Article 17 CIV

Modifier le texte actuel du § 2 et le compléter par un nouvel alinéa 2 comme suit:

« § 2. Les tarifs internationaux peuvent admettre sous certaines conditions, comme bagages, des animaux et des objets non visés au § 1, ainsi que des véhicules automobiles remis au transport avec ou sans remorque. Les conditions de transport des véhicules automobiles précisent en particulier les conditions d'admission au transport, d'enregistrement, de chargement et de transport, la forme et le contenu du document de transport qui doit porter le sigle CIV, les conditions de déchargement et de livraison, ainsi que les obligations du conducteur en ce qui concerne son véhicule, le chargement et le déchargement. »

4. Article 41 CIV

Modifier le titre: « Véhicules automobiles »

Modifier le texte du § 1 comme suit:

« § 1. En cas de retard dans le chargement pour une cause imputable au chemin de fer ou de retard à la livraison d'un véhicule automobile, le chemin de fer doit payer, lorsque l'ayant droit prouve qu'un dommage en est résulté, une indemnité dont le montant ne peut excéder le prix de transport du véhicule. »

Modifier le texte du § 3 comme suit:

« § 3. En cas de perte totale ou partielle du véhicule, l'indemnité à payer l'ayant droit pour le dommage prouvé est calculée d'après la valeur usuelle du véhicule et ne peut excéder 8 000 unités de compte. »

Modifier le texte du § 4 comme suit:

« § 4. En ce qui concerne les objets placés dans le véhicule, le chemin de fer n'est responsable que du dommage causé par sa faute. L'indemnité totale à payer ne peut excéder 1 000 unités de comptes. Le chemin de fer ne répond des objets placés à l'extérieur du véhicule qu'en cas de dol. »

Reprendre sous le § 5, la seconde phrase du § 3 actuel:

« § 5. Une remorque avec ou sans chargement est considérée comme un véhicule. »

Reprendre sous un § 6 nouveau, le texte du § 5 actuel, en le modifiant légèrement:

« § 6. Les autres dispositions concernant la responsabilité pour les bagages sont applicables au transport des véhicules automobiles. »

5. Article 42 CIV

Modifier le titre comme suit:

« Déchéance du droit d'invoquer les limites de responsabilité »

Modifier le texte de l'alinéa premier comme suit:

« Les dispositions des articles 30, 31 et 38 à 41 des Règles uniformes ou celles prévues par le droit national, qui limitent les indemnités à un montant déterminé ne s'appliquent pas, s'il est prouvé que le dommage résulte d'un acte ou d'une omission que le chemin de fer a commis, soit avec l'intention de provoquer un tel dommage, soit témérement et avec conscience qu'un tel dommage en résultera probablement. »

Supprimer le texte de l'alinéa 2.

6. Article 43 CIV

Compléter le titre comme suit:

« Conversion et intérêts de l'indemnité »

Ajouter un nouveau § premier de la teneur suivante:

« § 1. Lorsque le calcul de l'indemnité implique la conversion des sommes exprimées en unités monétaires étrangères, celle-ci est faite d'après le cours au jour et lieu du paiement de l'indemnité. »

Les §§ 1, 2, 3 et 4 deviennent respectivement les §§ 2, 3, 4 et 5.

7. Article 53 CIV

Modifier le texte de l'alinéa premier du § 1 comme suit:

« § 1. Toute action de l'ayant droit fondée sur la responsabilité du chemin de fer en cas de mort et de blessures de voyageurs est éteinte s'il ne signale pas l'accident survenu au voyageur, dans les six mois à compter de la connaissance du dommage, à l'un des chemins de fer auxquels une réclamation peut être présentée selon l'article 49, § 1. »

8. Article 55 CIV

Compléter le texte du § 2, alinéa 2 comme suit:

« Toutefois, la prescription est de deux ans s'il s'agit d'une action fondée sur un dommage résultant d'un acte ou d'une omission commis, soit avec l'intention de provoquer un tel dommage, soit témérement et avec conscience qu'un tel dommage en résultera probablement. »

Supprimer les lettres a) et b).

Article III**Modifications relatives aux Règles uniformes CIM****1. Article premier CIM**

Compléter la fin du texte du § 1 comme suit:

« § 1. Sous réserve . . . de la Convention, ainsi que, le cas échéant, aux transports assimilés conformément à l'article 2, § 2, alinéa 2 de la Convention. »

2. Article 18 CIM

Simplifier le texte de la manière suivante:

« L'expéditeur est responsable de l'exactitude des inscriptions portées par ses soins sur la lettre de voiture. Il supporte toutes les conséquences résultant du fait que ces inscriptions seraient irrégulières, inexactes, incomplètes ou portées ailleurs qu'à la place réservée à chacune d'elles. »

Supprimer la dernière phrase.

3. Article 40 CIM

Au § 2, supprimer les termes suivants:

« , sous réserve de la limitation prévue à l'article 45 ».

Supprimer le § 4.

4. Article 43 CIM

Modifier le texte du § 1 comme suit:

« § 1. Si un dommage, y compris une avarie, résulte du dépassement du délai de livraison, le chemin de fer doit payer une indemnité qui ne peut excéder le quadruple du prix de transport. »

5. Article 44 CIM

Modifier le titre comme suit:

« Déchéance du droit d'invoquer les limites de responsabilité »

Modifier le texte de l'alinéa premier comme suit:

« Les limites de responsabilité prévues aux articles 25, 26, 30, 32, 33, 40, 42, 43, 45 et 46 ne s'appliquent pas, s'il est prouvé que le dommage résulte d'un acte ou d'une omission que le chemin de fer a commis, soit avec l'intention de provoquer un tel dommage, soit témérairement et avec conscience qu'un tel dommage en résultera probablement. »

Supprimer le texte de l'alinéa 2.

6. Article 47 CIM

Modifier le titre comme suit:

« Conversion et intérêts de l'indemnité »

Compléter l'article 47 par un nouveau § premier libellé comme suit:

« § 1. Lorsque le calcul de l'indemnité implique la conversion des sommes exprimées en unités monétaires étrangères, celle-ci est faite d'après le cours au jour et lieu du paiement de l'indemnité. »

Les §§ 1, 2 et 3 deviennent les §§ 2, 3 et 4.

7. Article 58 CIM

Compléter le texte du § 1, lettre c) comme suit:

« c) fondée sur un dommage résultant d'un acte ou d'une omission commis, soit avec l'intention de provoquer un tel dommage, soit témérairement et avec conscience qu'un tel dommage en résultera probablement; »

Supprimer le texte du § 1, lettre d).

La lettre e) devient la lettre d).

DISPOSITIONS FINALES**Article IV****Signature, ratification, acceptation, approbation**

§ 1. Le présent Protocole demeure ouvert à Berne, auprès du Gouvernement suisse, Gouvernement dépositaire, jusqu'au 30 juin 1991, à la signature des Etats qui ont été invités à la deuxième Assemblée générale de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF).

§ 2. Conformément aux dispositions de l'article 20, § 1 de la COTIF, le présent Protocole est soumis à ratification, acceptation ou approbation; les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés le plus tôt possible auprès du Gouvernement dépositaire.

Article V**Entrée en vigueur**

Les décisions contenues dans le présent Protocole entrent en vigueur le premier jour du douzième mois suivant celui au cours duquel le Gouvernement dépositaire aura notifié aux Etats membres le dépôt de l'instrument par lequel sont remplies les conditions de l'article 20, § 2 de la COTIF.

Article VI**Adhésion**

Les Etats qui, invités à la deuxième Assemblée générale de l'OTIF, n'ont pas signé le présent Protocole dans le délai prévu à l'article IV, § 1, peuvent y adhérer en déposant un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement dépositaire.

Article VII**Rapport entre la COTIF et le Protocole**

Seuls les Etats parties à la COTIF peuvent devenir Parties au présent Protocole.

Article VIII**Textes du Protocole**

Le présent Protocole est conclu et signé en langue française.

Au texte français sont jointes des traductions officielles en langues allemande, anglaise, arabe, italienne et néerlandaise.

Seul le texte français fait foi.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs ont signé le présent Protocole.

Fait à Berne, le vingt décembre mil neuf cent quatre-vingt dix, en un seul exemplaire original en langue française, qui reste déposé dans les Archives de la Confédération suisse. Une copie certifiée conforme en sera remise à chacun des Etats parties.

(Übersetzung)

PROTOKOLL 1990**BETREFFEND DIE ÄNDERUNG DES ÜBEREINKOMMENS ÜBER DEN INTERNATIONAL EN EISENBAHNVERKEHR (COTIF) vom 9. Mai 1980**

In Anwendung der Artikel 6 und 19 § 2 des Übereinkommens über den internationalen Eisenbahnverkehr (COTIF *), unterzeichnet in Bern am 9. Mai 1980, wurde vom 17. bis 20. Dezember 1990 in Bern die zweite Generalversammlung der Zwischenstaatlichen Organisation für den internationalen Eisenbahnverkehr (OTIF) abgehalten.

*) Kundgemacht in BGBl. Nr. 225/1985, zuletzt geändert durch BGBl. Nr. 358/1995.

In Anbetracht der Notwendigkeit, die Bestimmungen des COTIF weiterzuentwickeln, um sie den neuen Bedürfnissen der internationalen Gemeinschaft und des internationalen Eisenbahnverkehrs anzupassen,

haben die Vertragsparteien folgendes vereinbart:

VON DER GENERALVERSAMMLUNG BESCHLOSSENE ÄNDERUNGEN

Artikel I

Änderungen betreffend das Übereinkommen selbst

1. Artikel 2 COTIF

Der bisherige Text des § 2 ist durch einen neuen Absatz 2 folgenden Wortlauts zu ergänzen:

„Den Beförderungen auf einer Linie im Sinne des vorstehenden Absatzes sind gleichgestellt andere Binnenbeförderungen, die in Ergänzung einer Eisenbahnbeförderung unter Verantwortung der Eisenbahn erfolgen.“

2. Artikel 3 COTIF

Der Wortlaut des § 2 ist wie folgt zu ändern:

„§ 2. Die in Artikel 2 § 1 und § 2 Absatz 1 genannten Linien, auf denen . . .“.

Der § 3 Absatz 1 ist wie folgt zu ergänzen:

„§ 3. Die Unternehmen, welche die in Artikel 2 § 2 Absatz 1 bezeichneten, in diese Listen . . .“.

3. Artikel 4 COTIF

Der Wortlaut ist wie folgt zu ergänzen:

„Im folgenden umfaßt der Ausdruck ‚Übereinkommen‘ das Übereinkommen selbst, das in Artikel 1 § 2 Absatz 2 genannte Protokoll, das Zusatzmandat für die Rechnungsprüfung und die in Artikel 3 §§ 1 und 4 genannten Anhänge A und B sowie deren Anlagen.“

4. Artikel 7 COTIF

Der Wortlaut des § 1 Abs. 1 ist wie folgt zu ändern:

„§ 1. Der Verwaltungsausschuß besteht aus den Vertretern von zwölf Mitgliedstaaten.“

Im ersten Satz des § 1 Absatz 2 sind folgende Worte zu streichen:

„. . . und führt den Vorsitz im Ausschuß“

Der Wortlaut des § 2 Buchstabe a ist wie folgt zu ergänzen:

„a) gibt sich eine Geschäftsordnung und bezeichnet mit einer Mehrheit von zwei Dritteln den Staat, der für die jeweilige Amtszeit den Vorsitz führt;“

Der Wortlaut des § 2 Buchstabe d wird durch einen Absatz 2 (neu) mit folgender Fassung ergänzt:

„der Generaldirektor und der Vizegeneraldirektor werden für einen Zeitraum von fünf Jahren ernannt und sind wiederwählbar;“

5. Artikel 11 COTIF

Der Wortlaut des § 7 ist wie folgt zu ersetzen:

„§ 7. Die Rechnungsprüfung wird von der Schweizerischen Regierung nach den Regeln des dem Übereinkommen selbst beigefügten Zusatzmandates und, vorbehaltlich besonderer Weisungen des Verwaltungsausschusses, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Finanz- und Buchführungsreglementes der Organisation durchgeführt.“

6. Artikel 19 COTIF

Der Wortlaut des § 3 ist durch einen neuen Buchstaben a mit folgender Fassung zu ergänzen:

„a) Zusatzmandat für die Rechnungsprüfung;“

Die Buchstaben a und b werden zu den Buchstaben b und c.

Nach dem Protokoll über die Vorrechte und Immunitäten der OTIF ist folgende Anlage einzufügen:

„Zusatzmandat

für die Rechnungsprüfung

1. Der Rechnungsprüfer prüft die Konten der Organisation einschließlich aller Treuhandfonds und Sonderkonten, soweit er es für nötig hält, um sich zu vergewissern, daß

- a) die Finanzausweise den Büchern und Schriften der Organisation entsprechen;
- b) die Finanzoperationen, auf die sich die Ausweise beziehen, in Übereinstimmung mit den Regeln und Vorschriften sowie den Budgetbestimmungen und den anderen Richtlinien der Organisation durchgeführt wurden;
- c) die Werte und das Bargeld, die bei einer Bank oder in der Kasse hinterlegt sind, entweder an Hand direkter Belege der Verwahrer geprüft oder tatsächlich gezählt wurden;
- d) die internen Kontrollen, einschließlich der internen Rechnungsprüfung, angemessen sind;
- e) alle Elemente der Aktiva und Passiva sowie alle Überschüsse und Defizite in einem Verfahren verbucht wurden, das er für befriedigend erachtet.

2. Nur der Rechnungsprüfer ist berechtigt, die Bestätigungen und Belege, die der Generaldirektor liefert, ganz oder teilweise anzuerkennen. Sofern er es als zweckmäßig erachtet, kann er jeden Beleg über Finanzoperationen oder Lieferungen und Material eingehend untersuchen und nachprüfen.

3. Der Rechnungsprüfer hat jederzeit freien Zugang zu allen Büchern, Schriften, Buchungsbelegen und sonstigen Informationen, die er als notwendig erachtet.

4. Der Rechnungsprüfer ist nicht berechtigt, die eine oder andere Rubrik der Konten abzulehnen, er macht jedoch den Generaldirektor unverzüglich auf jede Operation aufmerksam, deren Ordnungsmäßigkeit oder Zweckmäßigkeit ihm fraglich erscheint, damit dieser die nötigen Maßnahmen ergreifen kann.

5. Der Rechnungsprüfer legt eine Bestätigung über die Finanzausweise mit folgendem Wortlaut vor und unterschreibt sie: „Ich habe die Finanzausweise der Organisation für das Geschäftsjahr, das am 31. Dezember . . . endet, geprüft. Die Prüfung schloß eine allgemeine Analyse der Buchungsmethoden und die Kontrolle der Buchungsbelege und anderer Unterlagen ein, die mir nach den Umständen notwendig erschien.“ Gegebenenfalls führt diese Bestätigung aus, daß

- a) die Finanzausweise die Finanzlage am Ende des in Betracht kommenden Zeitraumes sowie die Ergebnisse der während dieses Zeitraumes durchgeführten Operationen zufriedenstellend wiedergeben;
- b) die Finanzausweise entsprechend den erwähnten Buchungsprinzipien erstellt wurden;
- c) die Finanzgrundsätze gemäß den Modalitäten angewendet wurden, die denjenigen entsprechen, die für das vorangegangene Geschäftsjahr galten;
- d) die Finanzoperationen in Übereinstimmung mit den Regeln und Vorschriften sowie den Budgetbestimmungen und den anderen Richtlinien der Organisation durchgeführt wurden.

6. In seinem Bericht über die Finanzoperationen erwähnt der Rechnungsprüfer:

- a) die Art und das Ausmaß der Prüfung, die er vorgenommen hat;
- b) die Elemente, die sich auf die Vollständigkeit oder Genauigkeit der Rechnungen beziehen, erforderlichenfalls einschließlich
 1. der für die richtige Interpretation und Beurteilung der Rechnungen notwendigen Informationen;
 2. jedes Betrages, der zu erheben gewesen wäre, der aber nicht in die Rechnung eingegangen ist;
 3. jedes Betrages, der Gegenstand einer normalen oder bedingten Ausgabeverpflichtung war und der nicht verbucht oder bei den Finanzausweisen nicht berücksichtigt wurde;
 4. der Ausgaben, für die keine ausreichenden Belege vorgelegt wurden;
 5. einer Aussage, ob die Rechnungsbücher in gehöriger Form geführt sind; die Fälle, in denen die Darstellung der Finanzausweise von den allgemein anerkannten und ständig verwendeten Buchhaltungsprinzipien abweicht, sind hervorzuheben;
- c) die anderen Fragen, auf die der Verwaltungsausschuß aufmerksam zu machen ist, zum Beispiel:
 1. die Fälle von Betrug oder vermutetem Betrug;
 2. die Verschwendung oder unzulässige Verwendung von Fonds oder anderen Guthaben der Organisation (selbst wenn die Konten, die solche Operationen betreffen, ordnungsgemäß geführt wurden);
 3. die Ausgaben, bei denen die Gefahr besteht, daß sie nachträglich beträchtliche Kosten für die Organisation verursachen könnten;

4. jeden allgemeinen oder besonderen Mangel des Systems zur Kontrolle der Einnahmen und Ausgaben oder der Lieferungen und des Materials;
5. die Ausgaben, die den Absichten des Verwaltungsausschusses nicht entsprechen, unter Berücksichtigung der innerhalb des Budgets ordnungsgemäß vorgesehenen Übertragungen;
6. die Kreditüberschreitungen, unter Berücksichtigung der Änderungen, die sich aus Übertragungen ergeben, die innerhalb des Budgets ordnungsgemäß vorgesehen sind;
7. die Ausgaben, die den für sie bestehenden Ermächtigungen nicht entsprechen;
- d) die Genauigkeit oder Ungenauigkeit der Rechnungen die Lieferungen und das Material betreffend, erstellt nach der Inventaraufnahme und der Prüfung der Bücher.

Darüber hinaus kann der Bericht auf Operationen hinweisen, die im Verlauf eines vorhergehenden Geschäftsjahres verbucht wurden und über die neue Informationen vorliegen, oder auf Operationen, die im Verlauf eines späteren Geschäftsjahres zu tätigen sind und über die eine Information des Verwaltungsausschusses im voraus wünschenswert ist.

7. Der Rechnungsprüfer darf in keinem Fall eine Kritik in seinen Bericht aufnehmen, ohne zuvor dem Generaldirektor eine angemessene Möglichkeit zur Stellungnahme einzuräumen.

8. Der Rechnungsprüfer teilt dem Verwaltungsausschuß und dem Generaldirektor die Feststellungen im Zusammenhang mit der Rechnungsprüfung mit. Er kann darüber hinaus jeden Kommentar geben, den er hinsichtlich des Finanzberichtes des Generaldirektors für angebracht hält.

9. Soweit der Rechnungsprüfer nur eine summarische Prüfung vorgenommen hat oder keine hinreichenden Rechtfertigungen erhalten konnte, hat er dies in seiner Bestätigung und seinem Bericht zu vermerken und die Gründe für seine Bemerkungen sowie die Folgen, die sich daraus für die Finanzlage und die verbuchten Finanzoperationen ergeben, im einzelnen darzustellen.“

Artikel II

Änderungen betreffend die Einheitlichen Rechtsvorschriften CIV

1. Artikel 1 CIV

Der § 1 ist wie folgt zu ändern:

„§ 1. Vorbehaltlich der in Artikel 2, 3 und 33 vorgesehenen Ausnahmen finden die Einheitlichen Rechtsvorschriften Anwendung auf alle Beförderungen von Personen und Gepäck einschließlich Kraftfahrzeugen mit internationalen Beförderungsausweisen, die auf einem Weg gelten, der die Gebiete mindestens zweier Staaten berührt und ausschließlich Linien umfaßt, die in der Liste gemäß Artikel 3 und 10 des Übereinkommens eingetragen sind, sowie gegebenenfalls auf gleichgestellte Beförderungen gemäß Artikel 2 § 2 Absatz 2 des Übereinkommens.

Die Einheitlichen Rechtsvorschriften finden hinsichtlich der Haftung der Eisenbahn bei Tötung und Verletzung von Reisenden auch auf Personen Anwendung, die eine gemäß den Einheitlichen Rechtsvorschriften für den Vertrag über die internationale Eisenbahnbeförderung von Gütern (CIM) beförderte Sendung begleiten.“

2. Artikel 14 CIV

Der Wortlaut des § 1 ist durch nachstehenden Satz zu ergänzen:

„§ 1. . . . Bei der Beförderung von Kraftfahrzeugen kann die Eisenbahn vorsehen, daß die Reisenden während der Beförderung im Kraftfahrzeug bleiben.“

3. Artikel 17 CIV

Der Wortlaut des § 2 ist wie folgt zu ändern und ein neuer Absatz 2 mit nachstehendem Text zu schaffen:

„§ 2. Die internationalen Tarife können unter bestimmten Bedingungen Tiere und Gegenstände, die in § 1 nicht genannt sind, sowie Kraftfahrzeuge, die mit oder ohne Anhänger zur Beförderung übergeben werden, als Reisegepäck zulassen. Die Beförderungsbedingungen für Kraftfahrzeuge bestimmen insbesondere die Bedingungen für die Annahme zur Beförderung, die Abfertigung, die Verladung und Beförderung, die Form und den Inhalt des Beförderungsausweises, der die Abkürzung CIV tragen muß, die Entlade- und Auslieferungsbedingungen sowie die Verpflichtungen des Fahrzeugführers in bezug auf sein Fahrzeug, die Verladung und die Entladung.“

4. Artikel 41 CIV

Der Titel ist wie folgt zu ändern: „Kraftfahrzeuge“

Der Wortlaut des § 1 ist wie folgt zu ändern:

„§ 1. Wird ein Kraftfahrzeug aus einem von der Eisenbahn zu vertretenden Umstand verspätet verladen oder wird es verspätet ausgeliefert, so hat die Eisenbahn, wenn der Berechtigte nachweist, daß daraus ein Schaden entstanden ist, eine Entschädigung zu zahlen, deren Betrag den Beförderungspreis für das Fahrzeug nicht übersteigen darf.“

Der Wortlaut des § 3 ist wie folgt zu ändern:

„§ 3. Bei gänzlichem oder teilweisem Verlust des Fahrzeuges wird die dem Berechtigten für den nachgewiesenen Schaden zu zahlende Entschädigung nach dem Zeitwert des Fahrzeuges berechnet und darf 8 000 Rechnungseinheiten nicht übersteigen.“

Der Wortlaut des § 4 ist wie folgt zu ändern:

„§ 4. Hinsichtlich der im Fahrzeug untergebrachten Gegenstände haftet die Eisenbahn nur für Schäden, die auf ihr Verschulden zurückzuführen sind. Der Gesamtbetrag der Entschädigung darf 1 000 Rechnungseinheiten nicht übersteigen. Für Gegenstände, die außerhalb des Fahrzeuges untergebracht sind, haftet die Eisenbahn nur bei Vorsatz.“

Der zweite Satz des derzeitigen § 3 ist als § 5 aufzunehmen:

„§ 5. Ein Anhänger gilt mit oder ohne Ladung als ein Fahrzeug.“

Der derzeitige § 5 ist mit leicht geändertem Wortlaut als § 6 (neu) aufzunehmen:

„§ 6. Im übrigen gelten bei der Beförderung von Kraftfahrzeugen die Bestimmungen über die Haftung für Reisegepäck.“

5. Artikel 42 CIV

Der Titel ist wie folgt zu ändern:

„Verlust des Rechts auf Haftungsbeschränkung“

Der Wortlaut des Absatzes 1 ist wie folgt zu ändern:

„Die in den Artikeln 30, 31 und 38 bis 41 der Einheitlichen Rechtsvorschriften vorgesehenen Haftungsbeschränkungen sowie die Bestimmungen des Landesrechtes, die den Schadenersatz auf einen festen Betrag begrenzen, finden keine Anwendung, wenn nachgewiesen wird, daß der Schaden auf eine Handlung oder Unterlassung der Eisenbahn zurückzuführen ist, die entweder in der Absicht, einen solchen Schaden herbeizuführen, oder leichtfertig und in dem Bewußtsein begangen wurde, daß ein solcher Schaden mit Wahrscheinlichkeit eintreten werde.“

Der Wortlaut des Absatzes 2 entfällt.

6. Artikel 43 CIV

Der Titel ist wie folgt zu ergänzen:

„Umrechnung und Verzinsung der Entschädigung“

Ein neuer § 1 mit folgender Fassung ist hinzuzufügen:

„§ 1. Müssen bei der Berechnung der Entschädigung in ausländischer Währung ausgedrückte Beträge umgerechnet werden, so sind sie nach dem Kurs am Tag und am Ort der Zahlung der Entschädigung umzurechnen.“

Die §§ 1 bis 4 werden zu den §§ 2 bis 5.

7. Artikel 53 CIV

Der Wortlaut des § 1 Absatz 1 ist wie folgt zu ändern:

„§ 1. Alle Ansprüche des Berechtigten auf Grund der Haftung der Eisenbahn bei Tötung und Verletzung von Reisenden sind erloschen, wenn er den Unfall des Reisenden nicht spätestens sechs Monate, nachdem er vom Schaden Kenntnis erlangt hat, einer der Eisenbahnen anzeigt, bei denen die Reklamation gemäß Artikel 49 § 1 eingereicht werden kann.“

8. Artikel 55 CIV

Der Wortlaut des § 2 Absatz 2 ist wie folgt zu ändern:

„Die Verjährungsfrist beträgt jedoch zwei Jahre bei Ansprüchen wegen eines Schadens, der auf eine Handlung oder Unterlassung zurückzuführen ist, die entweder in der Absicht, einen solchen Schaden herbeizuführen, oder leichtfertig und in dem Bewußtsein begangen wurde, daß ein solcher Schaden mit Wahrscheinlichkeit eintreten werde.“

Die Buchstaben a und b entfallen.

Artikel III**Änderungen betreffend die Einheitlichen Rechtsvorschriften CIM****1. Artikel 1 CIM**

Der Wortlaut des § 1 ist wie folgt zu ergänzen:

„§ 1. Vorbehaltlich . . . eingetragen sind, sowie gegebenenfalls auf gleichgestellte Beförderungen gemäß Artikel 2 § 2 Absatz 2 des Übereinkommens.“

2. Artikel 18 CIM

Der Text ist wie folgt zu vereinfachen:

„Der Absender haftet für die Richtigkeit seiner Angaben im Frachtbrief. Er trägt alle Folgen, die sich daraus ergeben, daß diese Angaben unrichtig, ungenau oder unvollständig sind oder nicht an der für sie vorgesehenen Stelle stehen.“

Der letzte Satz entfällt.

3. Artikel 40 CIM

Im § 2 sind folgende Worte zu streichen:

„vorbehaltlich der in Artikel 45 vorgesehenen Begrenzung“

Der § 4 ist zu streichen.

4. Artikel 43 CIM

Der Wortlaut des § 1 ist wie folgt zu ändern:

„§ 1. Ist durch die Überschreitung der Lieferfrist ein Schaden, einschließlich einer Beschädigung, entstanden, so hat die Eisenbahn eine Entschädigung zu zahlen, die das Vierfache der Fracht nicht übersteigen darf.“

5. Artikel 44 CIM

Der Titel ist wie folgt zu ändern:

„Verlust des Rechts auf Haftungsbeschränkung“

Der Wortlaut des Absatzes 1 ist wie folgt zu ändern:

„Die in den Artikeln 25, 26, 30, 32, 33, 40, 42, 43, 45 und 46 vorgesehenen Haftungsbeschränkungen finden keine Anwendung, wenn nachgewiesen wird, daß der Schaden auf eine Handlung oder Unterlassung der Eisenbahn zurückzuführen ist, die entweder in der Absicht, einen solchen Schaden herbeizuführen, oder leichtfertig und in dem Bewußtsein begangen wurde, daß ein solcher Schaden mit Wahrscheinlichkeit eintreten werde.“

Der Wortlaut des Absatzes 2 entfällt.

6. Artikel 47 CIM

Der Titel ist wie folgt zu ändern:

„Umrechnung und Verzinsung der Entschädigung“

Der Artikel 47 ist mit einem neuen § 1 folgender Fassung zu ergänzen:

„§ 1. Müssen bei der Berechnung der Entschädigung in ausländischer Währung ausgedrückte Beträge umgerechnet werden, so sind sie nach dem Kurs am Tag und am Ort der Zahlung der Entschädigung umzurechnen.“

Die §§ 1, 2 und 3 werden zu den §§ 2, 3 und 4.

7. Artikel 58 CIM

Der Wortlaut des § 1 Buchstabe c ist wie folgt zu ergänzen:

„c) wegen eines Schadens, der auf eine Handlung oder Unterlassung zurückzuführen ist, die entweder in der Absicht, einen solchen Schaden herbeizuführen, oder leichtfertig und in dem Bewußtsein begangen wurde, daß ein solcher Schaden mit Wahrscheinlichkeit eintreten werde,“

Der Wortlaut des § 1 Buchstabe d entfällt.

Der Buchstabe e wird Buchstabe d.

SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Artikel IV

Unterzeichnung, Ratifizierung, Annahme, Genehmigung

§ 1. Dieses Protokoll liegt bis zum 30. Juni 1991 in Bern bei der Schweizerischen Regierung als Depositarregierung zur Unterzeichnung durch die Staaten auf, die zur zweiten Generalversammlung der Zwischenstaatlichen Organisation für den internationalen Eisenbahnverkehr (OTIF) eingeladen worden sind.

§ 2. Gemäß den Bestimmungen des Artikels 20 § 1 des COTIF bedarf dieses Protokoll der Ratifizierung, der Annahme oder der Genehmigung; die Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunden werden so bald wie möglich bei der Depositarregierung hinterlegt.

Artikel V

Inkrafttreten

Die in diesem Protokoll enthaltenen Beschlüsse treten am ersten Tag des zwölften Monats nach dem Monat in Kraft, in dem die Depositarregierung den Mitgliedstaaten die Hinterlegung der Urkunde, mit welcher die Bedingungen des Artikels 20 § 2 des COTIF erfüllt werden, mitgeteilt hat.

Artikel VI

Beitritt

Die Staaten, die zur zweiten Generalversammlung der OTIF eingeladen worden sind und dieses Protokoll nicht innerhalb der in Artikel IV § 1 vorgesehenen Frist unterzeichnet haben, können ihm durch Hinterlegung einer Beitrittsurkunde bei der Depositarregierung beitreten.

Artikel VII

Beziehung zwischen dem COTIF und dem Protokoll

Nur die Vertragsstaaten des COTIF können Vertragsparteien dieses Protokolls werden.

Artikel VIII

Wortlaut des Protokolls

Dieses Protokoll ist in französischer Sprache abgefaßt und unterzeichnet.

Dem französischen Wortlaut sind amtliche Übersetzungen in deutscher, englischer, arabischer, italienischer und niederländischer Sprache beigegeben.

Nur der französische Wortlaut ist authentisch.

ZU URKUND DESSEN haben die von ihren Regierungen gehörig bevollmächtigten Unterzeichneten das vorstehende Protokoll unterschrieben.

Geschehen zu Bern, am zwanzigsten Dezember neunzehnhundertneunzig, in einer einzigen Urschrift in französischer Sprache, die im Archiv der Schweizerischen Eidgenossenschaft hinterlegt wird. Jeder Vertragsstaat erhält davon eine beglaubigte Abschrift.

Die vom Bundespräsidenten unterzeichnete und vom Bundeskanzler gegengezeichnete Ratifikationsurkunde wurde am 7. Februar 1992 bei der Schweizerischen Regierung hinterlegt; das Protokoll tritt gemäß Art. 20 § 2 des Übereinkommens mit 1. November 1996 in Kraft.

Nach Mitteilungen der Schweizerischen Regierung haben folgende weitere Staaten das Protokoll ratifiziert, angenommen oder sind ihm beigetreten:

Albanien, Dänemark, Finnland, Frankreich, Griechenland, Islamische Republik Iran, Liechtenstein, Luxemburg, Niederlande (für das Königreich in Europa), Norwegen, Polen, Rumänien, Schweden, Schweiz, Spanien, ehem. Tschechoslowakei, Türkei und Vereinigtes Königreich.

Vranitzky